

[imprimer le texte](#)
[enregistrer le texte](#)

COLLOQUE:

Ex-Yougoslavie

LE SENS DE L'HISTOIRE

Colloque sous la direction de Louise L. LAMBRICHS

Les 18-19 novembre 2005

Dans le cadre de « Bosnie, je me souviens... » (5-19 novembre 2005), l'association *Balkans-Transit* invite à l'abbaye d'Ardenne (Calvados) des intellectuels, écrivains et hommes politiques à dresser un bilan dix ans après les accords de Dayton qui mirent fin à la guerre en ex-Yougoslavie.

TEXTE INTEGRAL DE LA CONFERENCE de Louise L. Lambrichs à la Maison de l'Amérique Latine, le 15 février 2005.

Pourquoi j'ai écrit "Nous ne verrons jamais Vukovar"

Louise L. Lambrichs

Bonsoir. Avant tout, je voudrais remercier François Vitrani de nous accueillir dans ce lieu magnifique pour lancer un débat que nous avons déjà un peu entamé ensemble ; je voudrais remercier aussi Patrick Cahuzac d'avoir accepté d'être à mes côtés pour donner son point de vue et animer cette discussion ; enfin je voudrais remercier aussi Carlos Freire, qui est un peu l'ange tutélaire de cette soirée.

Le plus simple, pour commencer, est d'essayer de vous dire comment et pourquoi j'ai écrit ce livre, pour qui je l'ai écrit, et les perspectives qu'il me paraît ouvrir aujourd'hui. Mes réponses seront nécessairement partielles, mais vous pourrez aussi, et j'espère que vous le ferez, me relancer au cours de la discussion.

Pourquoi ai-je écrit ce livre ? Ceux qui l'ont déjà lu savent que la réponse, finalement, court tout au long de ce travail. Pourquoi écrit-on ? qu'est-ce que la nécessité d'écrire, pour un écrivain ? (et quand je vous dis cela, j'ai en tête une phrase de mon père, qui m'a longtemps paru énigmatique : « Un texte doit être nécessaire », disait-il toujours. Et on pouvait lui faire confiance, à Georges Lambrichs, pour savoir ce que c'était que la littérature... Mais quelle était-elle, cette nécessité ? et qu'est-ce que l'inspiration ? où puise-t-elle ? Les lectures que j'ai faites de Peter Handke, de David Albahari, de Gérard Wajcman, articulées à ma propre expérience et au contexte historique dans lequel ont émergé ces œuvres, ouvrent une nouvelle perspective, me semble-t-il, sur la création littéraire et peuvent peut-être aider ceux qui écrivent à s'interroger sur ce qu'ils font et les éclairer sur les responsabilités qu'ils prennent lorsqu'ils publient.

J'aurais pu aussi, si je n'avais craint de donner à ce livre des proportions démesurées, ajouter le cas de Curzio Malaparte, qui aurait aussi rendu un écho intéressant, dans ce contexte précis. Vous savez que son vrai nom était Kurt Suckert — il était de père allemand et de mère italienne — et que lorsqu'on lui demandait pourquoi il avait choisi ce pseudonyme, « Malaparte », il répondait : « *Perche la buona parte era presa* . » Il aurait été intéressant de l'ajouter dans ce contexte parce qu'il est tout de même à l'origine d'un mythe qui fut repris, tel quel, de façon stupéfiante, par quelques historiens, je veux parler du fameux panier d'yeux humains qu'Ante Pavelic aurait eu sur son bureau. Sur ce mythe dont on trouve le récit dans *Kaput* , Mirko Grmek et moi-même avons recueilli une abondante documentation, qui devait nourrir un livre commun. Je n'ai pas abandonné l'idée de l'écrire un jour. Dans cette documentation se trouve notamment une interview de Malaparte expliquant que bien sûr, ça n'était pas des yeux mais des groseilles, mais que les groseilles n'auraient jamais frappé l'imagination des lecteurs. Bien que ce fait soit accessible à ceux qui souhaitent vérifier les informations qu'ils divulguent, *Le Nouvel Observateur* a publié il n'y a pas si longtemps un article expliquant qu'Ante Pavelic fabriquait des pâtés d'yeux humains. Découvrir que des journaux réputés sérieux sont capables, sous couvert d'information, de répandre de telles inepties laisse pantois.

Donc, comme tous les livres que j'ai écrits et signés de mon nom, à l'exception du premier qui est un cas un peu particulier, j'ai écrit celui-ci parce que je ne pouvais pas faire autrement. Et si j'en juge par l'intense travail d'élaboration qu'il a représenté, je me dis qu'il pourrait bien déclencher le même mouvement chez le lecteur puisque mon expérience, qui ne s'est jamais démentie jusqu'ici, est que les livres engendrent généralement chez les lecteurs ce qu'ils vous font vivre pour naître.

Ce que je viens de dire, toutefois, n'est pas encore une raison suffisante pour publier. On peut en effet écrire, et repousser à plus tard la publication. Si je l'ai publié aujourd'hui, ce livre politiquement très engagé, et très incorrect aussi, et qui ne me fera pas que des amis, mais qui m'en fera peut-être de nouveaux, c'est parce que je le crois profondément utile, salubre, nécessaire aussi pour d'autres que pour moi, et je m'appuie pour dire cela pas seulement sur ma propre conviction, mais sur les échos que sa lecture a suscités, en France et en Croatie, avant même sa publication — et j'en reparlerai. Pour le moment, j'ouvre seulement une parenthèse : en Bosnie, la dernière fois que je suis allée à Sarajevo, il y a quatre mois, il m'a été recommandé de ne parler que du cas Handke, que la revue *Inventaire/Invention* dirigée par Patrick Cahuzac avait publié et qui constitue la première partie de ce livre, et l'approche a déjà suscité un intérêt très vif ; au cours de la discussion qui s'en est suivie, un homme d'une cinquantaine d'années m'a dit cette phrase qui m'est restée en mémoire, car pour un certain nombre d'entre nous elle n'est pas sans écho : « Depuis la guerre, je ne peux plus lire de la fiction, j'ai besoin d'autre chose. » Il me semble que ce livre pourrait être, très précisément, cette autre chose. Je ferme ici la parenthèse.

Sur la question de savoir comment naît un livre, certains présents ici sont témoins que cette question me travaille depuis quelques années. Les réponses que j'ai trouvées chez les autres ne m'ayant pas satisfaite, j'ai continué de chercher. Et comme il est fréquent en matière de recherche, je suis tombée sur une réponse opposée à celle que j'imaginai, à un moment où je ne l'attendais pas.

Pour reprendre très brièvement l'historique de ce livre, l'élément déclencheur fut la lecture d'un article de Peter Handke sur le procès de Milosevic. Ou, pour être encore plus précise, la lecture d'un texte qui prenait la défense de Peter Handke dans la polémique soulevée par cet article sur Milosevic qu'à l'époque je n'avais pas encore lu, et qui semblait dire que l'écrivain a tous les droits et qu'au nom de la littérature, tout est permis. Dans cette argumentation — qui dans notre culture est un lieu commun —, j'ai perçu quelque chose d'encore indistinct qui m'a paru absolument indéfendable. D'autant qu'ayant suivi de près la

guerre en ex-Yougoslavie, je savais quel parti Handke avait pris.

Le débat n'est pas nouveau, bien sûr, et il divise régulièrement le monde littéraire. Il me divise moi-même puisqu'au fond, j'ai été aussi éblouie par la langue de Céline que révoltée par ses pamphlets antisémites. Mais je m'étais accommodée de l'idée qu'il y avait l'écrivain d'un côté, l'homme de l'autre, et qu'au fond, ça n'avait pas beaucoup de rapport ni d'importance puisque l'homme était mortel, on finissait par l'oublier, et que c'est l'œuvre, immortelle, qui comptait. L'idée que l'écrivain, en publiant, aurait une responsabilité personnelle, est à peu près absente des idées véhiculées sur la littérature, Zola étant l'exception qui confirme la règle. Mais d'une façon générale, enfin c'est ce que j'ai retenu de l'enseignement que j'ai reçu et aussi des positions de mon père, d'ailleurs, la littérature est généralement présentée comme une activité supérieure, excusant bien des erreurs de jugement, fût-ce les pires — ce qui prime étant la qualité formelle du texte.

J'ai donc recherché l'article de Peter Handke, qui à l'époque n'était pas encore traduit en français, et j'ai mis Gilberte Lambrichs, ma mère, à contribution pour comprendre ce texte. J'ai aussi envoyé cet article à Paul Garde, en espérant qu'il en ferait une critique circonstanciée. En agissant ainsi, j'ai bel et bien essayé de me débarrasser de la question puisque je me disais : si Paul Garde — l'un des meilleurs spécialistes de l'histoire de la Yougoslavie — accepte d'en faire la critique, je n'aurai pas besoin de m'en occuper, et je pourrai poursuivre tranquillement l'écriture du roman que j'avais commencé car je n'avais pas la moindre intention de m'occuper de Peter Handke. Mais Paul Garde m'a répondu assez rapidement qu'il trouvait l'article si touffu et fuyant qu'il faudrait le critiquer phrase à phrase, et qu'il n'avait guère le temps de se consacrer à ce travail.

La réponse de Paul Garde a été déterminante. Je me suis dit Au fond, c'est ainsi que les gens comme Handke gagnent, finalement. Ils peuvent dire n'importe quoi — qui d'ailleurs, malheureusement, n'est pas n'importe quoi — puisque de toute façon, personne ne prendra vraiment le temps de leur répondre ni d'essayer de comprendre ce qui les anime. Et cette idée s'est mise à m'obséder. Mais pourquoi Peter Handke avait-il pris ces positions et pourquoi continuait-il de les prendre ? Et j'ai eu une idée aberrante. J'ai eu l'idée qu'en lisant toute son œuvre, j'allais peut-être trouver la réponse. Et le plus incroyable, c'est que je l'ai trouvée. Dans le texte même. Sous la forme, la structure disons, du scénario de « La Lettre volée » d'Edgar Poe. Je reconstruis cette découverte dans le livre — je dis découverte parce que cette mise au jour était en même temps, pour moi, extraordinairement éclairante sur ce qu'est la littérature. C'est intéressant parce que Handke, on le lit et on l'encense depuis trente ans, il a été l'idole de toute une génération, et en même temps, je me suis rendu compte que personne ne l'avait vraiment lu. Bien sûr beaucoup de gens l'ont lu, mais personne au fond ne l'a entendu, ni compris. Ce qui était peut-être son objectif. Cela soulève évidemment toutes sortes de questions sur ce qu'est l'écriture, la lecture, la littérature, questions que j'aborde aussi.

Quand j'ai eu découvert ça, j'ai pensé à écrire un livre sur Handke. Je n'imaginai pas encore où cela m'entraînerait. Mais très vite, je me suis trouvée moi-même embarquée bien au-delà de ce que j'avais imaginé au départ. D'abord, je me suis dit que je ne pouvais pas lire Handke de cette façon sans dire pourquoi, moi, je me permettais de le lire de cette façon. Parce que je savais bien que je transgressais les habitudes de lecture. Pour rendre cette transgression acceptable, je devais mettre cartes sur table. Au nom de quoi me permettais-je une telle lecture ? Assez vite, je me suis trouvée dans la position de quelqu'un qui est parti à la pêche avec un petit hameçon et qui tombe sur un monstre marin. Et je peux vous dire que le combat a été rude puisque ce livre a connu six versions que j'ai soumises, les unes ou les autres, à divers lecteurs avisés, juristes, historiens, diplomates, dont j'ai médité chaque fois les critiques et les observations.

La première personne qui m'a permis d'avancer dans cette élaboration a été mon amie Caroline Eliacheff. Quand je lui ai parlé de ce que j'avais trouvé dans l'œuvre de Handke, c'est elle qui m'a dit C'est extraordinaire, c'est exactement le mécanisme de « La Lettre volée ». C'est drôle en fait parce que je l'avais perçu, c'est même cela qui avait guidé ma lecture, disons, pour aller vite, l'idée freudienne que le déni engendre la répétition, mais je n'avais pas fait la relation avec « La Lettre volée ». Après coup, c'est amusant évidemment. Sur le moment, cette interprétation m'a été infiniment précieuse. Mais je ne suis pas partie de la lecture de Lacan, je suis repartie d'Edgar Poe. Sans doute parce que je me sens plus à l'aise dans le champ littéraire, mais aussi parce que Lacan, je n'étais pas sûre de bien le comprendre. J'ai donc lu « La Lettre volée » à ma façon, et en effet ce scénario, et la construction très particulière de cette nouvelle, m'ont considérablement aidée à élaborer mon propos. Je dirais que la suite est venue dans le fil de cette interprétation : les rapports que j'ai pu établir avec ma propre histoire (je raconte la façon dont j'ai découvert, assez tard, mes origines juives), les rapports que j'ai établis aussi avec d'autres lectures, le travail que j'avais déjà fait sur cette guerre où je m'étais trouvée engagée dès le départ pour des raisons que j'expose, et tout ce que j'avais appris depuis quinze ans sur la Yougoslavie, sur ses légendes, sur ses dénis, mais aussi sur nos propres légendes, en France, et sur nos dénis. Ainsi, brutalement, tout s'est articulé : la littérature et l'histoire, les histoires individuelles et l'histoire collective, le passé et le présent. Il me semble que l'originalité de ce travail est là : dans les ponts que j'établis entre des champs considérés habituellement comme hétérogènes, des champs auxquels je m'intéresse de près depuis plusieurs années et dans lesquels je me suis personnellement engagée : la littérature, l'histoire, la psychanalyse.

Si j'ai publié ce livre, c'est parce que j'ai constaté que depuis quinze ans, malgré cette guerre effroyable, malgré le travail du Tribunal Pénal International qui en effet ne permet pas de comprendre ce qui s'est passé, les préjugés des Français concernant les Balkans n'ont quasiment pas bougé et que cet immobilisme mental me consterne car il me paraît profondément injuste pour la jeune génération actuelle de ces pays, et dangereux aussi pour l'avenir. Aujourd'hui encore, lorsqu'on parle avec des Français qui n'ont pas suivi de près la guerre de Yougoslavie, mais seulement dans les journaux, l'impression générale qui en ressort — y compris chez des personnes ayant d'importantes responsabilités dans notre société — est qu'au fond — et à partir d'ici j'ouvre des guillemets, car je ne souscris guère à ces clichés — ces peuples seraient victimes de haines ancestrales, qu'ils auraient été dans cette guerre à peu près tous également coupables, et que nous, peuples d'Europe qui nous croyons plus civilisés que les autres, nous aurions été impuissants à enrayer ce déchaînement de haines et nous aurions fait ce que nous avons pu pour limiter les dégâts. Je ferme les guillemets.

L'impression que j'ai eue, pendant toutes ces années de guerre, c'est qu'au-delà de la complexité qu'on brandissait toujours, il y avait quelque chose de très simple, que personne ne voulait voir. Parce que chaque fois qu'on essayait d'expliquer ce qui se passait, on rencontrait un mur. Quand on parlait de la Croatie, en 1991, on nous parlait des Oustachis, comme si nous étions encore en 1940. On ne pouvait pas prendre la défense de la Croatie sans se faire traiter de profasciste. Et quand on critiquait la politique honteuse de la France, qui soutenait la Serbie de Milosevic, on se faisait traiter d'anti-français. C'était stupéfiant. Pourquoi personne ne voulait voir ? *Qu'est-ce que* personne ne voulait voir ? Et que voulait dire la construction européenne, dans ce contexte ?

Pendant toutes ces années, j'ai été hantée par une question insupportable, qui ne m'a pas lâchée — et les raisons particulières pour lesquelles elle ne me lâche pas, vous les trouverez dans le livre : comment a-t-il été possible qu'un gouvernement se disant de gauche, à la tête de mon pays, la France, une démocratie, comment a-t-il été possible que ce pays auquel j'appartiens, pour le président duquel j'avais voté, comme est-il possible qu'il ait pris en 1991 le parti de la Serbie de Milosevic ? Et que la France a soutenu Milosevic, j'en avais malheureusement vu, sur le terrain, et entendu à la télévision, de la voix de nos représentants, des preuves terribles. Des preuves que personne ne voulait voir ni entendre. Des preuves dont on ne pouvait même pas parler dans les médias... les articles, quand on les proposait, étaient

refusés, et je ne suis pas la seule ici à avoir vécu ce genre de mécompte. Des preuves dont la classe politique actuelle, toutes tendances confondues, semble avoir fermement décidé de ne pas se souvenir.

Donc cette question, moi, je ne parvenais pas à l'oublier. 95% des gens oublient, refoulent ce genre de choses. Finalement, seuls ceux qui sont directement concernés se souviennent. Et ceux-là, généralement, on leur demande de se taire. On se souvient de ce que dit Primo Levi. Personne ne voulait écouter. Personne ne voulait entendre. Aujourd'hui, en Croatie et en Bosnie, c'est la même chose. Personne – je veux parler des Européens – ne veut vraiment entendre ce que les Croates ont à dire, ou les Bosniaques musulmans. Et je crois, moi, qu'ils ont besoin et envie de parler, je le sais bien puisque j'en ai rencontré. Mais les politiques disent : tournez la page, réconciliez-vous. N'est-ce pas parce que nos politiques ne veulent pas reconnaître leurs propres responsabilités ? Je veux parler en particulier de ceux qui étaient aux commandes avant 1995.

Donc, ce livre essaie de faire cela. De dire d'abord aux Mères de Vukovar, aux femmes de Srebrenica, auxquelles est dédié ce livre, plus largement aux jeunes Croates et aux jeunes Bosniaques mais aussi aux Serbes, en particulier ceux qui ont eu le courage de s'opposer à Milosevic car il y en a, et un certain nombre aussi qui en sont morts, ce livre essaie de leur dire qu'en France, en effet, on pouvait savoir, à condition d'ouvrir les yeux et de beaucoup travailler. Et qu'en France, il y a eu aussi beaucoup de gens qui ont vu et qui se sont mobilisés, dès 1991. Mais il était très difficile de se faire entendre, on ne nous a toujours pas entendus d'ailleurs, car la classe intellectuelle française avait toutes sortes de préjugés hérités de l'enfance et une mythologie nationale solide. Et dans les médias, les responsables diffusaient aussi ces préjugés.

Dobritsa Cosic, l'écrivain nationaliste grand-serbe, parle du grand Mécanisme de l'histoire. Et j'aime bien cette formule. Et je me suis demandé aussi quel avait été ce mécanisme, où nous avons tous été pris, diversement. Si nous voulions que « Plus jamais ça » ne soit pas un vain mot, en Europe — or cette guerre et la forme particulière qu'elle a prise ont prouvé que c'était un vain mot, tout de même — il était indispensable de mettre au jour ce mécanisme. Et il me semble qu'aujourd'hui, c'est assez clair. Et que ce livre, que je considère à la fois comme un outil de travail et une proposition de travail, peut être profondément utile, de ce point de vue, pour aider au travail de réflexion, de prise de conscience, de transmission et de construction d'une paix durable dans les Balkans et en Europe. J'ai à ce sujet quelques idées que j'esquisserai mais dont j'espère que nous parlerons au cours de la discussion, car elles demanderaient aussi à être collectivement élaborées.

En effet, finalement, grâce à ma lecture de Peter Handke articulée à ma propre expérience et à ma lecture de « La Lettre volée » d'Edgar Poe, j'en suis venue à lire cette guerre, à la lettre, comme une répétition déplacée de la Deuxième Guerre mondiale, répétition rendue possible par le déni où se trouvait et où se trouve encore la Serbie de sa responsabilité dans l'extermination des Juifs pendant la Deuxième Guerre mondiale. Déni partagé par les démocraties occidentales, et en particulier par la France. J'apporte de ce point de vue des documents inédits en français tout à fait extraordinaires et ces documents, si nous vivions dans un pays qui n'était pas lui-même prisonnier de ses mythologies et incapable de faire face à son histoire récente, si nous avions une presse vraiment libre et soucieuse d'informer l'opinion, ces documents saisissants auraient déjà fait depuis longtemps — enfin il me semble — la une de tous les journaux, qui ont reçu mon livre il y a deux mois. Je dis Il me semble, parce que je suis convaincue que si l'on avait découvert un nouveau camp d'extermination en Croatie, cette nouvelle ferait sans difficulté la une des journaux, trop contents de trouver la confirmation de ce que l'on sait déjà, parce qu'on l'a appris à l'école. Mais que je montre qu'il y avait des camps en Serbie, des camps tenus par des Serbes, et que je montre que l'administration serbe pendant la Deuxième Guerre mondiale, comme l'administration de Vichy, porte une lourde responsabilité dans l'extermination des Juifs en Serbie, alors là, non, il semble que cette vérité-là, en France, ait encore du mal à passer la rampe. Pourquoi ? La mémoire serait-elle bonne

pour les uns et pas pour les autres ? Parce que nous avons trop d'amis serbes ? Je veux dire orthodoxes ? Peter Handke vient de se convertir à l'orthodoxie, il l'a déclaré au journal « Le Monde ». Il y a des moments où tout cela me paraît d'une cohérence effrayante, quand on connaît la tradition d'antisémitisme de cette Église orthodoxe de Serbie, quand on connaît le rôle qu'ont joué ses responsables dans cette guerre-ci, et quand on connaît ses dénis. Les amis... Qu'est-ce que c'est, l'amitié ? l'aveuglement ? la complaisance ? la lâcheté ? Moi je pense que les amis, quand on les aime vraiment bien, il faut essayer de les éclairer. Il faut essayer de comprendre dans quoi ils sont pris et il faut le leur montrer. Et il faut les aider à en sortir. C'est cela, mon idée de l'amitié, y compris de l'amitié entre les peuples. Et je n'aurais peut-être pas fait tout ce travail, en effet, si au fond de cette affaire ne gisait une amitié d'enfance rompue par cette guerre, et j'aimerais pouvoir dire seulement temporairement interrompue car ce fut là, pour moi, une rupture impensable et qu'il m'a bien fallu essayer de penser.

Au-delà de cette anecdote individuelle, il y a cette question de la mémoire et de la transmission. À constater les résurgences actuelles, il faut bien reconnaître que notre génération a échoué. Mais n'est-ce pas aussi parce que notre génération est elle-même dans le déni de son histoire récente ? Que peut-on transmettre, quand on est soi-même dans le déni ? N'oublions pas que ce qui se passe dans la rue, aujourd'hui, et dans les cimetières, c'est notre génération qui l'a produit.

Des amis psychanalystes me disent : il ne suffit pas de dire qu'il y a un déni pour le lever. En effet. Cela dit, le dire, et en montrer les effets catastrophiques, est au moins un début. Parce que la meilleure façon de consolider le déni, c'est tout de même de ne pas le dire, et surtout de ne pas le voir. Et c'est là que la presse porte sa propre responsabilité. De plus, comme me le confirment d'autres amis psychanalystes – car j'en ai de toutes sortes, que je questionne et que j'écoute avec attention —, une chose est ce qui se passe dans une cure individuelle, et autre chose est ce qui se passe sur le plan de l'histoire collective. Lever un déni collectif est vital. Montrer dans quoi les peuples sont pris est vital – même pour les cures individuelles. Savoir qu'on est pris, tous autant que nous sommes, dans des mécanismes plus larges, et explorer ces mécanismes, permet aussi d'y voir plus clair et de comprendre un peu mieux dans quel monde on vit, ce que l'on fait et pourquoi on le fait.

Donc, ce livre donne à voir ce déni autour duquel s'articule tout le scénario de cette guerre, et qui explique aussi les réactions des Européens, voire, en partie, celles des Américains. Ce qui est intéressant à mon sens, c'est que mon travail vient faire écho, très directement, au livre de Jean-Claude Milner sur les *Penchants criminels de l'Europe démocratique*. Ce livre très fort, très frappant, a suscité une certaine controverse. Et moi-même, j'en ai critiqué les quelques lignes qui concernent les Balkans qu'à mon sens Jean-Claude Milner expédie un peu vite parce qu'il est sur un autre terrain et que ce qui se passe en Yougoslavie, il ne le voit pas. Et en effet, on ne peut pas tout voir. Cela dit, ce qui est intéressant, c'est que finalement, mon travail me permet de venir lui apporter la preuve aujourd'hui de ce qu'il avance – et cette preuve ne m'est arrivée qu'une fois le livre sorti... Je vais donc vous la livrer aujourd'hui.

L'Europe, dit-il, se construit en réalité sur le déni de l'extermination des Juifs d'Europe, et j'ajouterais qu'il n'est pas impossible que les commémorations récentes ne soient pour le moment que l'écran rassurant de ce déni foncier. Voici une preuve qui confirmerait cette hypothèse. Je vous renvoie à l'article intitulé « Serbie : un billet pour l'Europe s'il vous plaît », que vous trouverez sur Internet sur le site du *Courrier des Balkans*. Il s'agit d'un article initialement paru le 27 janvier dernier dans *Vreme*, un journal de Belgrade, et qui nous explique que le 13 janvier, le gouvernement serbe a formé son équipe de négociation avec l'Union européenne. Les 27 et 28 janvier, Ollie Rehn, commissaire européen pour l'élargissement, s'est rendu à Belgrade pour s'entretenir avec les responsables politiques

actuels et discuter, je cite, « des questions techniques qui précéderont la finalisation et la publication au printemps de l'étude de faisabilité de l'intégration européenne. Il fallait débattre — je cite toujours — des questions-clé de la politique, de l'économie, du commerce et d'autres secteurs importants. L'adoption de l'étude de faisabilité introduit le pays dans le processus des négociations sur l'Accord de stabilisation et de l'association ». Pour vous résumer l'article, l'obstacle principal actuel est la collaboration avec le TPIY — qui, comme je l'analyse dans mon livre, est malheureusement une justice écran puisqu'elle n'a pas retenu le crime contre la paix, ce qui lui permet d'exempter l'État serbe de sa responsabilité propre. Mais l'Europe vers laquelle nous orientent les institutions actuelles semble se contenter de cela, et l'article ajoute : « Si ce dernier obstacle sur le chemin vers l'UE est levé, Ollie Rehn a promis que la Serbie pourrait répéter le "scénario slovène" (une adhésion accélérée) d'ici 2012. »

De travail sur l'histoire, pas question. De reconnaissance du fait que la Serbie a été le premier pays *judenfrei* en 1942, pas question. L'Europe que nous construisons participe à ce déni et le consolide. Pour les institutions européennes actuelles, l'extermination des Juifs de Serbie est un détail. Pouvons-nous accepter cela ?

Face à ces démarches d'élargissement qui signent une fois de plus, me semble-t-il, l'impensé de l'Europe, j'en suis venue, dans le fil de ma lecture de notre histoire récente, à me poser un certain nombre de questions : le moment n'est-il pas venu, pour les intellectuels européens, de se réunir pour rédiger les préambules d'une Constitution européenne qui méritera son nom et qui posera, en quelques pages claires, les principes que nous entendons voir respecter dans les différents pays de la Communauté ? des principes qui se fonderaient, justement, sur une lecture articulée de notre histoire récente, et qui en tirerait explicitement les leçons ?

Du côté des Balkans, ne serait-il pas urgent de faire passer le message à la communauté serbe vivant en France, puis, plus largement, à la Serbie, que nous savons désormais ce qui s'est passé en Serbie pendant la Deuxième Guerre mondiale, enfin nous le savons en gros car il reste bien sûr toutes sortes d'archives à explorer, et que c'est cela qui nous intéresse, en Europe, et que nous aimerions bien faire ce travail avec eux ? Quant à nos médias, le moment n'est-il pas venu pour eux de refuser désormais de se faire les relais d'une propagande dénégationniste ? [Et si j'utilise ce néologisme, c'est que l'adjectif révisionniste, qui désignait à l'origine les partisans de la révision du procès de Dreyfus, a été depuis trop détourné par les régimes totalitaires communistes pour nous être aujourd'hui de quelque utilité.] Bien sûr nous accueillerons les Serbes et la Serbie, puisqu'ils sont en effet nos amis depuis plus d'un siècle, mais n'est-il pas temps de leur faire entendre, aussi clairement qu'amicalement, que nous refusons d'accueillir en Europe des mythologies nationales racistes et des idéologies de nettoyage ethnique ?

Ce déni auquel nous participons encore, je n'ai pu en développer toutes les facettes, bien sûr, d'autant que j'en apprends de nouveaux aspects chaque jour. Mais je reste stupéfaite de la partialité de nos médias, enfin c'est ainsi que je l'éprouve, puisque la sélection des informations s'opère toujours dans le même sens. Comment expliquer par exemple qu'aucun média en France n'ait relayé l'information suivante qui me paraît, dans le contexte que j'ai décrit, capitale ? Il est vrai aussi qu'aucune chancellerie n'a réagi, ce qui n'est pas moins surprenant. Jugez vous-même. Le 21 décembre dernier [2004], c'est-à-dire à la veille du 22 décembre, jour anniversaire de la formation de la première Brigade des Partisans durant la Deuxième Guerre mondiale — date bien pensée comme vous le voyez —, la décision a été adoptée par le Parlement serbe d'accorder les mêmes droits (pensions, médailles, etc.) à ce qu'il a appelé les « mouvements antifascistes qui ont lutté sous des signes différents » — entendez, les partisans communistes et les tchetniks. Ce qui équivaldrait, en France, à reconnaître les mêmes droits à la Résistance et à la milice. En effet, tous les historiens savent que si les Tchetsniks, royalistes ultranationalistes, ont résisté quelques semaines à l'occupant, ils ont très vite adopté une politique de collaboration terriblement efficace avec le pouvoir nazi, et ils ont lutté contre les Partisans qui d'ailleurs, eux, ont protesté... sans être vraiment entendus,

semble-t-il. Un nouveau document vient d'ailleurs d'être découvert à Zagreb, et authentifié — je tiens le renseignement de Georges-Marie Chenu qui malheureusement n'est pas là ce soir car il est au Kosovo — un document découvert dans des archives oustachas et qui est un ordre des Allemands à Pavelic de financer les Tchetsniks. Tout cela est très clair, finalement. Cela n'empêche pas le parlement serbe actuel d'en faire des héros, ce qui est évidemment une façon de faire aussi des héros des tchetniks actuels. Ainsi le politique inscrit-il dans ses institutions ses dénis historiques, ce qui ne laisse pas d'être inquiétant pour l'avenir.

Aujourd'hui, à l'aube de la construction européenne, mon idée est qu'il est vital de sortir de ce schéma de pensée qui a été le nôtre pendant quinze ans, et dans lequel la presse aussi nous a maintenus, à travers les préjugés de ses rédactions, qui refusaient de publier les papiers sortant des cadres du débat tels qu'ils les avaient établis — vous en trouverez quelques illustrations dans ce livre.

Ce schéma de pensée n'a cessé de renvoyer agresseurs et agressés dos à dos. Or quand vous faites cela, vous ne comprenez rien. Tout s'éclaire en revanche si vous vous intéressez aux différences. Car la situation, contrairement à ce qu'on a voulu nous faire croire, n'est pas symétrique. Je ne pourrai pas développer toutes les asymétries, qui sont nombreuses et ont fait l'objet de textes dont je donne la référence dans mon livre. Je me bornerai à reprendre celle qui concerne la question juive, puisque c'est elle que l'on retrouve finalement au cœur de cette guerre, ce qui n'est pas surprenant.

La Croatie pendant la Deuxième Guerre Mondiale a un État Oustacha. Il y a le camp de Jasenovac, où sont exterminés des Juifs, des Serbes, et aussi beaucoup de représentants d'autres nationalités. Et ce camp fonctionnera encore un certain temps après la Libération, pour éliminer les opposants au régime communiste. Tous les Croates de mon âge, nés juste après la guerre, savent cela. L'existence de Jasenovac, ils l'ont apprise à l'école. Tudjman a écrit là-dessus et il a reconnu publiquement la culpabilité de l'État croate Ustasha. Et tandis que des commémorations avaient lieu à Auschwitz, il y avait aussi, en Croatie, des commémorations à Jasenovac.

Voyons le côté serbe, maintenant. On nous a dit « Tous les Serbes étaient résistants », c'est notre mythologie. Il y a eu des Serbes dans la Résistance, c'est vrai. Mais l'État serbe de l'époque est un État Quisling, qui collabore activement avec Hitler. Et cela est complètement dénié et continue d'être dénié. Les Serbes sont majoritairement convaincus qu'ils n'ont jamais rien fait aux Juifs. Et à Banjica et Sajmiste, dont je parle dans mon livre, il n'y a évidemment pas eu l'ombre d'une commémoration puisque ces faits ne sont pas inscrits dans la mémoire collective serbe.

La construction de ce déni est très instructive, j'en découvre chaque jour de nouveaux aspects. *Nous ne verrons jamais Vukovar* était déjà sous presse quand un ami m'a indiqué un ouvrage publié aux États-Unis, *Serbia's Secret War*, de Philip J. Cohen, que j'aurais cité si j'en avais eu connaissance à temps, car il montre avec précision de quelle façon a fonctionné ce déni serbe dans l'instrumentalisation qui en a été faite par le régime de Milosevic, dans son rapport avec Israël. Voilà qui ouvre encore un nouveau champ d'étude.

Milosevic est un homme d'une intelligence redoutable. Il sait très bien que ses projets de Grande Serbie n'auront aucune chance de réussir s'il ne rend pas absolument opaque le passé serbe. Il faut donc, vis-à-vis des puissances occidentales, se montrer solidaires des Juifs et construire un mythe expliquant que les Serbes sont des victimes comme les Juifs et qu'ils ont toujours été amis avec les Juifs.

En 1985, Vuk Draskovic, leader nationaliste serbe qu'on nous a présenté ici comme un démocrate, écrit aux écrivains israéliens une lettre ouverte qui développe le mythe, qui s'élabore au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, suivant lequel les Serbes sont, depuis des siècles, les amis des Juifs. Cela fait partie des textes qu'il serait intéressant de publier et de commenter à la lumière des documents que j'apporte. En 1986, l'Académie serbe des sciences et des arts met au point le fameux Mémoire qui met le feu aux poudres en ranimant les ambitions de Grande Serbie. En 1987, l'année suivante, à Belgrade, le gouvernement serbe sponsorise une Société d'amitié serbo-juive, qui aura pour mission de clamer l'amitié éternelle entre les Serbes et les Juifs, en tant que victimes des persécutions nazies. Le principal objectif de cette société était de faciliter les relations diplomatiques entre Belgrade et Israël (pendant

que Belgrade finançait l'Irak) comme l'indiquent les textes cités par Cohen et auxquels je vous renvoie. La mythologie développée par ces textes est exactement la même que celle dans laquelle a vécu la France des années 1990, à savoir que les Serbes auraient été massivement « du bon côté », c'est-à-dire du côté des victimes, c'est-à-dire, aussi, du côté des résistants. Résistants au nazisme et victimes de ces mêmes nazis – les Allemands et les Croates en l'occurrence. On retrouve ici la fracture vainqueurs/vaincus, qui détermine cette lecture de l'histoire aujourd'hui dépassée.

Comme le dit bien Cohen, si les Juifs avaient été au courant de la vérité de l'histoire, ils n'auraient certainement pas marché dans cette alliance. Et la vérité de l'histoire, qui commence aujourd'hui à émerger mais qui était connue d'un certain nombre de gens ici, tout de même, est bien différente. Certes il y eut des résistants serbes, mais plutôt moins que de croates semble-t-il, si l'on regarde aujourd'hui les chiffres des divisions des Partisans. Et certes il y eut un gouvernement oustacha collaborateur, mais il y eut en Serbie un gouvernement non moins collaborateur, et il y eut aussi, comme je vous le disais, des camps en Serbie tenus par les Serbes eux-mêmes (je dis cela car la mythologie serbe, c'est que ces camps seraient uniquement le fait des Allemands — ce que dément l'étude que je cite de Ljubica Stefan, historienne croate qui fut décorée de la Médaille du Juste par l'État d'Israël).

Je ne chercherai pas à énumérer toutes les questions que pose ce livre, car elles sont innombrables. Mais ce qui me paraît intéressant et constructif dans ce travail, c'est l'ouverture qu'il représente, pour la réflexion européenne – et même peut-être, au-delà de l'Europe, comme modèle pour penser l'histoire et les répétitions des guerres.

La guerre de Yougoslavie me paraît en effet pouvoir être regardée comme un cas d'école, permettant de repenser le fonctionnement de nos démocraties. Nous nous sommes beaucoup contenté, ces dernières décennies, de la formule controuvée suivant laquelle la démocratie est « le moins mauvais des régimes ». De ce point de vue, la lecture que je donne de notre histoire récente me paraît ouvrir sur une réflexion plus large et sur une question nouvelle : nos démocraties ne pourraient-elles pas progresser ? Est-ce que, plutôt que d'une régression sociale, la construction européenne ne nous offrirait pas l'occasion d'une avancée démocratique significative ? Nous voyons, dans cette guerre, comment les faucons appuient leur propagande sur un déni historique, rendu possible par des régimes totalitaires interdisant l'accès aux archives. Mais nos démocraties ne font pas beaucoup mieux quand elles allongent les délais d'accès aux archives de l'État, sous des prétextes divers. On retrouve ici la question du secret, qui a émergé aussi dans d'autres champs — je pense en particulier à la médecine, à la psychanalyse, à la psychothérapie. Est-ce que nous n'assistons pas, en ce moment, sous prétexte tantôt de lutte contre le terrorisme, tantôt de rentabilité ou de gestion des populations, à une dérive de nos démocraties dans lesquelles les États croient pouvoir conserver leurs propres secrets tout en pénétrant toujours plus activement dans la vie privée des citoyens ?

Mais restons-en pour le moment à cette question nationale. Puisque nous avons la chance de nous trouver dans ce moment historique où nous allons créer l'Europe, enfin nous essayons, il me semble que nous devrions sans tarder mettre en chantier cette réflexion collective, avec tous les intellectuels européens. Tous les peuples d'Europe ont des mythologies nationales, et nous en avons vu la toxicité puisque les hommes politiques s'articulent sur ces mythologies pour prendre leurs décisions. Si nous voulons construire une Europe pacifiée, où toutes sortes de peuples, ayant toutes sortes d'origines et de croyances, pourront vivre ensemble sans se faire la guerre, alors, ne faut-il pas inscrire cette question de la remise en cause des mythologies nationales dans la Constitution même de l'Europe ? Il me semble que c'est une question. Que l'on pourrait aussi formuler d'une autre façon : pouvons-nous accepter que le traité constitutionnel déclare, dans son préambule, que les peuples d'Europe sont fiers de leur histoire nationale, quand on a vu les effets catastrophiques de ces mythologies ? Pouvons-nous accepter que des démarches d'élargissement soient faites auprès de pays qui déniaient encore ouvertement leur responsabilité dans l'extermination des Juifs pendant la Deuxième Guerre mondiale ? Et ne faudrait-il pas demander aussi aux pays qui font déjà partie de l'Europe – je pense en particulier à l'Italie — de s'engager avec nous dans une réflexion sur

leurs responsabilités historiques à cet égard ? Je pense à l'Italie car l'entrée prochaine de la Croatie en Europe serait l'occasion d'ouvrir ce champ de travail collectif sur la mémoire de ce que fut, en Dalmatie notamment, la politique fasciste italienne.

Je terminerai sur les leçons que j'ai tirées de cette lecture de notre histoire récente, et sur les perspectives que pourrait ouvrir ce travail, pour la jeune génération, si certaines décisions capitales étaient prises par les plus hautes instances — j'entends celles de l'Europe et de l'ONU.

Sur les raisons pour lesquelles, dix ans après Srebrenica, ces décisions ne sont toujours pas prises, je m'interroge. Est-ce vraiment parce que les responsables ne savent pas ce qui s'est passé ? C'est difficile à admettre. Et pourtant, si j'en crois les discussions que j'ai eues moi-même avec de hauts responsables de l'ONU, il semble que ce soit le cas. Disons qu'ils savent et qu'ils ne savent pas. Ils savent une foule de choses, trop de choses peut-être, et beaucoup plus que moi sûrement, mais j'ai eu l'impression qu'il leur manquait une lecture claire des événements. J'ai essayé de parler avec certains de ma lecture, et de « La lettre volée » d'Edgar Poe — mais j'ai toujours été interrompue par des hommes sûrs de leur savoir et je n'ai jamais pu aller au bout de mon raisonnement. Tout en admettant que le cynisme était peut-être ce qui finalement caractérisait le mieux ces institutions internationales, on me regardait avec mansuétude et un brin de condescendance attendrie. Imaginer qu'une femme parlant de littérature — enfin c'est ce qu'ils comprenaient — puisse apporter des éléments nouveaux à des généraux aguerris dirigeant depuis des années des opérations de maintien de la paix a évidemment de quoi faire sourire. Le livre parviendra-t-il à faire ce que moi, je n'ai pas pu faire ? L'avenir le dira.

Toujours est-il qu'à mon sens, on ne construira jamais une paix durable dans les Balkans si l'on ne reconnaît pas ce que les peuples ont réellement subi pendant cette guerre-ci. Cela supposerait que l'Union Européenne et l'ONU lèvent officiellement ce déni collectif en demandant d'abord à la Serbie de reconnaître sa responsabilité dans l'extermination des Juifs au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Peut-être ces instances le feraient-elles si de nombreux intellectuels se mobilisaient pour le leur demander ? Il est certain que seule, je n'y parviendrai pas.

Il faudrait reconnaître aussi, officiellement, au niveau international, que les combats de la Croatie et de la Bosnie agressées étaient légitimes. Cela n'empêcherait pas de condamner les dérives ponctuelles de certains de leurs responsables, mais cela pourrait contribuer à affaiblir les droites nationalistes qui continuent aujourd'hui de se durcir, et cela rassérènerait un peu leurs populations traumatisées par la guerre. Peut-être cela enrayerait-il aussi les suicides qui, d'après ce que m'ont dit certains amis, sont aujourd'hui très nombreux en Croatie.

Enfin, il me semble que l'on pourrait essayer de mettre en place un travail collectif autour de cette question de la répétition, avec la jeune génération serbe, bosniaque et croate, en y associant la jeune génération française, allemande, hollandaise, italienne. Car les Serbes qui ont vingt ans aujourd'hui ne sont pas responsables des crimes de leurs aînés. Mais il faudrait trouver les moyens de leur faire comprendre comment leurs aînés en sont venus à commettre de tels crimes, avec quelles idées, avec quels fantasmes, avec quels dénis, ce qui supposerait un travail sur leur histoire sans précédent.

De ce point de vue, le concept de répétition me paraît un outil très intéressant. À partir de la lecture que j'ai faite, l'hypothèse que j'ai émise est qu'il s'est passé, pendant cette guerre-ci et pendant la Deuxième Guerre mondiale, les mêmes choses dans les mêmes lieux. Une conférence que j'ai faite à Zagreb sur ce thème m'a convaincue de l'intérêt de cette approche, car elle présente l'avantage d'être perçue comme juste et, à partir de là, de délier les langues. C'était à la Faculté de droit, et quand j'ai formulé cette hypothèse, une jeune Bosniaque de vingt ans a levé la main pour dire ceci : « Dans mon village, en Bosnie, pendant

la Deuxième Guerre mondiale, toute une famille a été exterminée sur un pont. Et pendant cette guerre-ci, il s'est passé la même chose : sur le même pont, toute une famille a été exterminée. » De même, vous savez peut-être que l'on est en train de mettre au jour, en Bosnie, des centaines de charniers. Entre trois cents et quatre cents, d'après les derniers chiffres que j'ai eus. Or, au cours de ces recherches menées par les enquêteurs du Tribunal se fiant aux indications qu'on leur donne, il est arrivé que l'on tombe sur des charniers de la Deuxième Guerre mondiale, dont les populations ignoraient l'existence.

Dans le contexte de ces pays dont l'histoire a été manipulée et déformée pendant cinquante ans de totalitarisme, il me semble que le concept de répétition pourrait permettre à la jeune génération de supporter et d'intégrer à la fois l'histoire traumatique dont elle est issue et l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, que le travail sur les archives permettra aussi de reconstruire de façon plus précise que je ne l'ai fait puisqu'en l'état actuel des travaux, j'ai dû me contenter d'en tracer les grandes lignes.

Sur les modalités de mise en œuvre de ce travail, il faudrait évidemment, après en avoir fait admettre le principe, réfléchir collectivement. Il pourrait comprendre plusieurs volets. Tout d'abord, un recueil de la mémoire des aînés, muselés sous le communisme, et qui ont appris dans leurs manuels des histoires aussi diverses que partielles et partiales. Aujourd'hui encore — après dix ans d'engagement et dix milliards d'euros dépensés — les responsables de l'Union Européenne et de l'ONU ne sont toujours pas parvenus à obtenir que les manuels d'histoire soient identiques pour les jeunes Serbes, les jeunes Bosniaques et les jeunes Croates. C'est vous dire le travail qui reste à faire !

Le recueil de cette mémoire — qui pourrait se faire de diverses façons, avec les moyens techniques modernes — serait précieux à plus d'un titre. Il permettrait à cette jeune génération de se reconstruire des racines en mettant au jour la mémoire interdite du communisme (je pense en particulier au massacre de Bleiburg), et cette mémoire des individus pourrait être confrontée aux archives, qui commencent à s'ouvrir en Croatie. Plusieurs livres sont sortis récemment, qui devraient être traduits rapidement et pas dans vingt ans, car ils modifieront sérieusement le regard que nous portons sur l'histoire de ces pays, que la plupart des Français connaissent si mal et dont ils se contentent pour le moment de découvrir les splendeurs touristiques. Mais tout cela coûte cher, bien sûr, et cela supposerait que l'Union européenne soit prête à investir pas seulement pour des marchés économiques, mais aussi pour la culture, c'est-à-dire pour la construction des esprits.

Quant à nous, en France, mais cela vaut sans doute aussi pour les autres pays d'Europe, il me semble que cette lecture de notre histoire récente devrait nous amener à en tirer quelques leçons quant au regard que nous portons sur nous-mêmes et sur notre propre histoire. Pour ma part, quand j'ai découvert au cours de cette guerre les ressorts de la propagande serbe et de la propagande française, quand j'ai vu de quelle façon on pouvait tout montrer à la télévision et même tout dire sans que personne ne voie ni n'entende rien puisqu'au fond chacun ne s'intéresse qu'à ce qui le concerne d'assez près — et je ne fais pas exception à la règle —, quand j'ai vu ce que notre arrogance, notre ignorance, nos mensonges et nos dénis étaient capables de produire, sur le terrain, pour des populations agressées et innocentes qu'en France, nous osions salir au nom d'une connaissance de l'histoire aussi orientée que manipulée, j'en ai tiré plusieurs conclusions. La première est que l'histoire européenne du XX e siècle n'est pas glorieuse et que contrairement à ce qu'affirme le traité constitutionnel pour lequel nous serons bientôt appelés à voter, les peuples d'Europe ne peuvent guère être fiers de leur histoire nationale. La deuxième est que pendant la Deuxième Guerre mondiale, contrairement à ce que l'on entend encore dire, la France, comme la Serbie, a combattu l'Allemagne mais n'a pas combattu le nazisme. La troisième enfin est que dans cette Seconde Guerre mondiale dont les jeunes gens ont aujourd'hui l'impression que ce n'est pas leur histoire, il n'y a pas eu de vainqueurs. Nous avons tous été vaincus. Par l'inhumanité et par la haine.

Le problème, c'est que pendant cinquante ans, nous nous sommes raconté des histoires de vainqueurs et de vaincus... des histoires que nous continuons d'enseigner à nos

enfants. Faut-il s'étonner qu'ils n'y croient pas ? À cette histoire-là, François Mitterrand croyait encore. Il croyait que « La Croatie était du côté du bloc nazi, pas la Serbie ». Vérité « nationale » sans doute — mais combien mensongère, à sa façon : puisque la France, comme l'a heureusement reconnu Jacques Chirac, collaborait. Et puisque la Serbie collaborait mieux encore, ayant été en 1942 le premier pays déclaré « judenrein » par les autorités nazies.

Il y a un peu plus de quinze jours, un jeune Serbe, étudiant en histoire, visitait Auschwitz. Interrogé à la télévision, il a déclaré que cette histoire l'intéressait beaucoup parce que les Serbes avaient subi la même chose que les Juifs. Pourquoi n'y a-t-il personne pour suggérer à ce jeune étudiant d'explorer ce que les Serbes ont fait aux Juifs pendant la Deuxième Guerre mondiale ? Pourquoi ne l'incite-t-on pas à travailler sur ce qui s'est passé à Banjica et à Sajmiste et que le peuple serbe ignore, comme les Français d'ailleurs ? Pourquoi ne lui propose-t-on pas d'y travailler avec lui ? Voilà qui serait profondément utile pour la Serbie actuelle et qui aiderait sa génération à se débarrasser de leurs mythologies si toxiques pour eux-mêmes comme pour leurs voisins. Mais qui souhaite le savoir et le faire savoir, même en Europe, même en France, puisque toute notre presse, malgré les preuves que j'apporte, continue de se taire sur cette question ?

Nous avons beaucoup parlé du travail de mémoire, ces derniers temps. Et nous en parlons d'autant plus que le déni est là, désormais visible, ce qui explique peut-être aussi que notre génération n'a pas encore réussi le travail de transmission qui lui incombait.

Le travail à faire en ex-Yougoslavie, en prévision de l'entrée de ces pays en Europe, pourrait être l'occasion de montrer aux jeunes historiens européens, français, allemands, italiens, hollandais entre autres, comment de génération en génération se construit et se reconstruit l'histoire, et à quel point l'immobilisme des légendes nationales est toxique et générateur de guerres à répétition. Les sujets d'étude sont innombrables : là-bas, l'analyse de l'histoire officielle qui s'est construite sous le communisme, la critique systématique de cette mythologie officielle au regard des archives, l'analyse des propagandes dans les années 1980 et 1990, l'instrumentalisation de la Shoah, et j'en passe. Et bien sûr, nous devrions — je veux dire l'Union Européenne devrait financer un immense programme de traduction, en particulier des ouvrages anglais, français, allemands, qui parlent de la Yougoslavie, et aider les secteurs de l'édition de ces pays, sinistrés depuis la guerre. Ici, en France, nous pourrions développer aussi toutes sortes d'études passionnantes. Par exemple, nous pourrions faire l'analyse de la presse française dans les années 1990. Vous me direz peut-être qu'Alice Krieg-Planque, spécialiste d'une nouvelle discipline qui s'appelle l'analyse du discours, l'a déjà fait, dans son gros ouvrage paru il y a peu, très documenté, sur l'épuration ethnique, et qui porte l'estampille respectée des éditions du CNRS. L'inconvénient de cet ouvrage, qui présente toutes les apparences d'un travail scientifique sérieux, est qu'il a pour objectif de démontrer que l'épuration ethnique est quelque chose de nouveau. C'est tout de même étrange, de vouloir démontrer cela, non ? Et lorsqu'on analyse de près les sources de Mme Krieg-Planque, on se rend compte qu'elles sont majoritairement grands-serbes (je dis cela car je connais les sources dont elle fait état), et qu'elle a même choisi — c'est elle qui l'écrit ! — de ne pas vérifier certaines informations qu'elle apporte — et en effet, si elle les avait vérifiées dans les ouvrages que nous avons publiés, toute sa thèse s'écroulait. Vous voyez les formes savantes et fort élaborées que le déni prend parfois chez nous, jusque dans les couloirs de nos universités. Pourquoi s'étonne-t-on ensuite que l'antisémitisme et le négationnisme soient dans la rue ? Il serait donc nécessaire d'allumer un sérieux contre-feu, dans toutes les universités d'histoire, si nous désirons éclairer un peu la jeune génération et éviter qu'elle soit victime d'une propagande aussi habile qu'insidieuse et tenace.

Et ce ne sont pas les sujets intéressants qui manquent. Par exemple, nous pourrions ouvrir un gigantesque chantier d'études qui comparerait les faits tels qu'ils sont établis aujourd'hui par le Tribunal Pénal international, et la façon dont les politiques et les médias les représentaient, à l'époque, à l'opinion. Quelle version de l'histoire était retenue par les uns et les autres ? Que défendaient-ils ? Voilà une enquête passionnante, et quel enseignement

captivant, qui rendrait l'histoire soudain vivante en montrant à quel point le déni de la Shoah a eu des effets catastrophiques, il y a seulement dix ans ! Vous me direz que je rêve, et vous aurez sûrement raison puisque dans certaines facultés, aujourd'hui, en France, les étudiants qui désirent faire leur diplôme sur la Yougoslavie pendant la Deuxième Guerre mondiale se font encore refuser leurs sujets, sous prétexte que l'histoire est déjà écrite ! Alors vous imaginez, sur la dernière guerre ! Où irait-on si l'on commençait à instruire aujourd'hui la jeune génération, qui va voter, sur les erreurs catastrophiques de leurs aînés encore vivants, et dont certains comptent se présenter aux prochaines élections ? Sans doute touche-t-on là au point le plus vulnérable de cette question de la transmission de la mémoire dans nos démocraties. Car la mémoire, ce n'est pas le passé. C'est ce dont nous sommes porteurs, les uns et les autres. C'est le présent. Si le travail que j'ai fait pouvait aider la jeune génération à entendre cela, qui me paraît capital pour la paix européenne à venir, il me semble que je n'aurais pas complètement perdu mon temps.

Aujourd'hui, à Vukovar, la vie a repris. Mais les Serbes et les Croates vivent séparés. Leurs enfants ne vont pas dans les mêmes écoles. Et surtout, ils sont séparés par le silence, par un gouffre de silence que les politiques entretiennent et consolident, sous prétexte de tourner la page et de se réconcilier. Et les habitants, sachant qu'ils ne seront pas entendus, se soumettent à la parole du pouvoir, leur propre pouvoir mais aussi le pouvoir de l'Europe qui les tient dans ses mains, et ils se taisent. Seule Vesna Bosanac, qui est toujours la directrice de l'hôpital, insiste sur la nécessité de parler, de se souvenir, de ne pas oublier, d'écrire l'histoire. Elle insiste comme Georges-Marie Chenu insiste, comme Marc Gjidara insiste, comme Annie Le Brun insiste, comme Paul Garde insiste, comme bien d'autres insistent, dont moi-même. Mais nous ne sommes pas entendus.

Les jeunes Croates et les jeunes Serbes de Croatie qui ont vingt ans aujourd'hui avaient six ans au moment du siège de Vukovar. Les jeunes Bosniaques qui ont vingt ans aujourd'hui avaient dix ans au moment de l'extermination de leurs pères, à Srebrenica. Est-ce dans le silence sur ce qui s'est passé qu'on va les élever et les laisser grandir ? Et que donnera ce silence nourri de rancœurs et d'idées fausses ? Imagine-t-on que cela donnera du pardon ? de la réconciliation ? Non, et nous le savons bien. Cela donnera du malheur, et encore de la violence, et encore du terrorisme. Alors nous devons parler, instruire, nous engager, et dès maintenant. N'entend-on pas, aujourd'hui, des voix négationnistes s'élever en Bosnie ?

Dans *Le Monde* d'hier daté d'aujourd'hui (15 février 2005), Abdenour Bidar, professeur de philosophie au lycée de Nice, publie un manifeste pour un islam européen. Bien entendu, l'immense majorité d'entre nous est favorable à cet islam-là, modéré et promouvant le meilleur de ses valeurs. Mais n'oublions pas qu'il y a dix ans, c'est justement cet islam-là que nous avons tué, à Srebrenica, en Bosnie, quand nous avons l'occasion de prendre sa défense, de le reconnaître et de le promouvoir, à un moment où il était victime d'une volonté d'épuration ethnique soutenue pour partie par les dignitaires d'une Église orthodoxe nationaliste de tradition antisémite. Si nous voulons construire une Europe pluriculturelle, pluriconfessionnelle, et débarrassée de ses fantasmes de pureté ethnique, nous avons donc une sacrée pente à remonter. Mais peut-être n'est-il pas trop tard.

Réfléchissant à la façon dont je pourrais conclure, pour vous résumer le sentiment que j'éprouve à l'égard de cette Europe qui peu à peu s'est mise en place, un peu à notre insu ai-je envie de dire, les mots qui me sont venus sont « Faut pas s'y fier », car il nous reste en effet beaucoup de travail à accomplir si nous voulons la pacifier en profondeur.

Je vous remercie.

[Nous ne verrons jamais Vukovar, Louise L. Lambichs](#)
retrouvez Louise L. LAMBRICHS dans [l'index des auteurs](#)

Présentation de « *Nous ne verrons jamais Vukovar* » à la Maison de l'Amérique latine, le 15 février 2005. Par Louise L. Lambrichs

© Inventaire/Invention et les auteurs - tous droits réservés - 2005

www.inventaire-invention.com

COUV. SOMMAIRE LA LIBRAIRIE ARCHIVES LES AMIS INFOS

Textes

1/1